



Séance du conseil communal du 29 juillet 2020

ORDRE DU JOUR

1. Informations concernant la démission de Mme Nicole D'ANGELO de son mandat de conseillère communale.
2. Prestation de serment de Mme Victoria EL-KHOURY en tant que conseillère communale.
3. Approbation du tableau de classement du conseil communal.
4. Nominations et démissions au sein des commissions consultatives locales.
5. Adoption de la Convention 2020 concernant le Centre pour Jeunes.
6. Approbation du budget pour la construction d'un bâtiment 38, route d'Arlon.
7. Attribution de subventions ordinaires aux associations locales.
8. Décision sur l'indemnisation en rapport avec les cours annulés à la suite des mesures Covid-19.
9. Adaptation des indemnités pour les animateurs de cours du soir.
10. Approbation d'un accord.
11. Approbation de plusieurs actes notariés.
12. Adoption d'un règlement sur les subventions communales pour la mobilité.
13. Approbation de deux accords avec le CGDIS.
14. Confirmation de plusieurs mesures temporaires de transport.
15. Divers.
16. Questions de personnel :
 - a) Création de deux postes de personnel de nettoyage pour le nouveau bâtiment scolaire.
 - b) Décision relative à la promotion d'un fonctionnaire municipal (séance à huis clos).

Présents :

Bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) ; 1^{er} échevin Nicolas Pundel (CSV); 2^e échevin François Gleis (CSV).

Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El-Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Secrétaire : Christian Muller.



1. Information sur la démission de Mme Nicole D'ANGELO de son mandat de conseillère communale.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) ouvre la réunion en annonçant que la conseillère Nicole d'Angelo (LSAP) a présenté sa démission en juin pour des raisons de santé. Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) remercie sincèrement Nicole d'Angelo (LSAP) d'avoir rempli avec zèle et assiduité sa fonction de conseillère. Il souligne son dynamisme conjugué à la fois à un sens pragmatique des réalités politiques et à son ouverture d'esprit. Nicole d'Angelo a toujours fait preuve d'un grand réalisme dans la mise en œuvre des politiques touchant aux ressorts qui lui tenaient particulièrement à cœur à savoir la politique sociale, l'égalité des chances les sports et la vie associative. Le bourgmestre assure Nicole d'Angelo que ses meilleurs vœux de rétablissement l'accompagnent. Ses souhaits sont rejoints par ceux des conseillers Betty Welter-Gaul (LSAP), Marc Fischer (DP) et l'échevin François Gleis (CSV) qui remercient Nicole d'Angelo au nom de leurs fractions respectives pour son engagement coopératif pendant de nombreuses années et lui réitèrent l'assurance de leur grande estime.

2. Prestation de serment de Mme Victoria EL KHOURY (LSAP) en tant que conseillère communale.

Gaston Greiveldinger fait ensuite prêter solennellement serment à Victoria El Khoury (LSAP) qui remplacera Nicole d'Angelo au conseil communal. Née au Liban, la nouvelle conseillère est venue en 2007 au Luxembourg. En 2011, elle prend la nationalité de son pays d'accueil. Victoria El Khoury, pharmacienne et docteure en biologie moléculaire, est chercheuse au « Luxembourg Institute of Health » où elle mène des recherches dans le domaine de la cancérologie.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) souligne que depuis de nombreuses années la nouvelle conseillère Victoria El Khoury s'implique avec zèle dans la politique locale. En témoignent ses nominations comme membre à différentes commissions (intégration, environnement, Klimateam) et comme présidente de la commission de l'égalité des chances. Dans son discours introductif, Victoria El Khoury (LSAP), se réjouit de la bonne coopération future. Au nom de l'ensemble du Conseil, le bourgmestre, les conseillers Marc Fischer (DP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Betty Welter-Gaul (LSAP), Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) et l'échevin François Gleis (CSV) accueillent chaleureusement la nouvelle conseillère communale.

3. Approbation du tableau de classement du conseil communal.

En raison de la démission de la conseillère Nicole d'Angelo, l'ordre de préséance des membres du Conseil, basé sur leur entrée au Conseil, a été modifié. Le nouvel ordre de préséance est le suivant :

- François Gleis (assermenté le 19.01.1994)
- Gaston Greiveldinger (assermenté le 17.01.1996)
- Léandre Kandel (assermenté le 12.12.2005)
- Nicolas Pündel (assermenté le 12.12.2005)
- Jean-Marie Dürrer (assermenté le 12.12.2005)
- Betty Welter-Gaul (assermentée le 12.12. 2005)
- Marc Fischer (assermenté le 27.02.2007)
- Laurent Glesener (assermenté le 29.09.2008)
- Martine Dieschburg-Nickels (assermentée le 17.11.2011)
- Jean-Claude Roob (assermenté le 15.11.2017)



- Claire Remmy (assermentée le 15.11.2017)
- Maryse Bestgen-Martin (assermentée le 5.2.2019)
- Victoria El Khoury (assermenté le 29.7.2020).

Le tableau de classement est adopté à l'unanimité.

4. Nominations et démissions au sein des commissions consultatives locales.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger informe le conseil communal de la démission de M. Jean-Claude Olivier comme membre de la commission des finances et de feu M. Fernand Krier comme membre de la commission d'aménagement.

Le bourgmestre rend hommage aux nombreux services rendus dans l'intérêt de la commune par M. Fernand Krier. Il rappelle que Fernand Krier, architecte urbaniste, a été chargé de la construction et de la planification du Centre culturel Paul Barblé inauguré en 2000. Au nom du conseil communal, le bourgmestre exprime ses condoléances sincères à son épouse. Ces propos sont repris par l'échevin François Gleis (CSV) et les conseillers communaux Betty Welter-Gaul (LSAP) et Marc Fischer (DP).

Le conseil communal suit les candidatures proposées par le DP et approuve unanimement au scrutin secret les nominations de M. Marc Fischer comme nouveau membre de la Commission des finances et de M. Yannick Huss comme nouveau membre de la Commission d'aménagement.

5. Adoption de la Convention 2020 concernant la maison de jeunes.

Les coûts de fonctionnement de la maison de jeunes de Strassen gérée par la Croix-Rouge et cofinancée pour moitié par l'État et la commune s'élèveront au total à 211.300 € en 2020. La part communale se chiffre à 104.100 €.

Lors de la présentation, de la convention, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) responsable du ressort « jeunesse », s'interroge si l'actuel modèle régissant la conception des « maisons de jeunes » s'avère encore adapté aux exigences et attentes des adolescents. La politique de jeunesse, précise-t-il en introduction, se doit de fédérer tous les publics de jeunes. Il plaide en faveur d'un modèle intégrateur qui tient compte des réalités personnelles, scolaires et psychologiques des jeunes de Strassen. Une telle stratégie ambitieuse s'imposera pour mieux atteindre tous les adolescents.

EUROSTAT relève que c'est chez les jeunes de moins de 25 ans où le Luxembourg affiche un taux de 26,1 % de sans-emploi, un pourcentage qui se place largement au-dessus de la moyenne UE (15,4 %) en avril 2020.

Cette triste réalité touche surtout les jeunes sans diplôme qui sont ainsi relégués aux marges de leurs pairs respectivement de leur entourage social. Le bourgmestre exige la mise en place de nouveaux programmes sociopédagogiques dont la mission principale se situe dans la lutte contre le décrochage social et dans la recherche d'une sortie de la pire impasse où l'échec a jeté ces adolescents. Une nouvelle stratégie prenant comme cible toutes les catégories de jeunes devra à la fois leur transmettre un capital culturel varié et riche, leur apprendre les compétences sociales et les attitudes nécessaires pour trouver une place dans la société.

Le bourgmestre estime qu'il importe de redresser l'image quelque peu ternie à l'extérieur par des adolescents manifestant un comportement que d'aucuns jugent quelquefois inadapté.

En plus, les responsables de la maison des jeunes devraient adopter une stratégie innovatrice et réfléchir à la relance de la maison des jeunes qui s'accompagne obligatoirement d'une réorganisation structurelle.



Le conseiller Laurent Glesener (DP) partage l'analyse faite par le bourgmestre et propose la mise sur pied de nouveaux concepts capables d'offrir de nouvelles perspectives aux jeunes autochtones et étrangers.

La conseillère Claire Remmy (Déi Gréng) propose la coopération de la commission de la jeunesse.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels souligne l'importance de la prise en charge efficace de la jeunesse. Elle estime que le centre pour jeunes actuel n'est plus la solution idéale. À la question de la conseillère concernant les chiffres exacts de la moyenne d'âge et du sexe des utilisateurs des maisons de jeunes, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) répond que ces paramètres sont très variables, dépendent fortement des activités proposées et qu'il y a une part d'aléatoire dans les présences. Il précise que de nombreux utilisateurs de la maison de jeunes ne sont pas résidents à Strassen.

La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) préconise également une structure plus décentralisée et attire l'attention sur le fait que les voisins directs du centre de jeunes sont souvent perturbés par les utilisateurs de la maison de jeunes.

La convention 2020 relative à la gestion de la maison de jeunes de Strassen est adoptée à l'unanimité.

6. Approbation du devis pour la construction d'un bâtiment sis 38, route d'Arlon. Création de logements sociaux ou à loyer abordable

En guise d'introduction du dossier, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) précise que la situation du logement s'avère très compliquée pour les personnes à faible revenu, les monoparentaux, les familles nombreuses et les jeunes adultes.

La majorité LSAP-CSV se dit décidée à relever ce défi et accorde à la politique de logement une priorité qui se concrétise notamment dans la création de 63 logements communaux locatifs et de logements pour jeunes.

Le programme échevinal 2018-2023 préconise dans le chapitre « Logement » :

- « La construction de petites unités de logement bien adaptées aux attentes et besoins d'une population jeune ».
- « La réalisation de logements collectifs avec parties privées et communes ».

Le projet à réaliser sur un terrain communal sis 38, route d'Arlon constitue à la fois la réalisation du programme échevinal LSAP – CSV et satisfait à l'exigence formulée par les jeunes de Strassen de pouvoir disposer de logements abordables (voir Étude sur la jeunesse de Strassen).

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) attire l'attention des conseillers sur le fait que la construction de « petites unités de logement... bien adaptées aux besoins (...) » pose bien sûr la question de la définition de la surface habitable adéquate respectivement de la surface habitable minimale exigée pour un logement.

La prescription d'une surface minimale d'un logement inscrite dans le règlement des bâtisses impacte fortement la composition socioéconomique de la population communale.

La définition de surfaces minimales pour un studio et/ou un appartement fait pencher la politique de logement en faveur soit des résidents relativement aisés en mesure de payer



des logements plus grands soit des couches plus populaires à moindre revenu incapables de se loger dans des appartements chers.

La prescription d'une surface minimale pour les appartements ou les studios constitue donc un moyen d'écarter certaines couches sociales.

L'analyse des règlements sur les bâtisses des communes du Centre (données 2019, octobre) constate que la fourchette des surfaces minimales s'étend de 52 m² à 25 m². La commune de Strassen avec 30 m² de surface minimum pour un studio (PAG, 2020) se range donc en bas de l'échelle et occupe une position avantageuse.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) regrette amèrement que de nombreux jeunes adultes subissent de plein fouet les conséquences de la crise du logement. Tout compte fait, ils doivent sopeser les avantages et les inconvénients d'un endettement substantiel de longue durée, du paiement mensuel d'un loyer élevé ou d'une installation à plus long terme à « l'hôtel maman ».

Une solution possible résiderait dans la création de communautés résidentielles couramment appelées « colocation ». De nombreux étudiants luxembourgeois ont vécu souvent en colocation dans les villes universitaires étrangères.

À l'étranger et de plus en plus couramment au Luxembourg, la pratique habituelle veut que dans une communauté résidentielle, un locataire principal signe le contrat de bail pour un logement qu'il occupe et qu'il sous-loue ensuite à des colocataires. Le locataire principal assume la responsabilité financière et doit trouver un remplaçant pour le colocataire qui quitte la communauté.

Au Luxembourg, la création de communautés résidentielles se heurte quelquefois à des obstacles de nature administrative ou juridique. Ainsi, les personnes habitant ensemble dans un logement sont considérées comme membres d'un seul ménage constitué en communauté solidaire. Une autre difficulté naît du plan d'aménagement général (PAG) qui n'accepte que trois types de logements notamment la maison unifamiliale (1 logement), la bi familiale (2 logements) et l'immeuble résidentiel (avec un nombre défini de logements).

Une maison construite dans une zone réservée aux maisons unifamiliales ne pourrait donc pas abriter 2 ou même 3 logements.

Une première brèche est ouverte avec la création de logements dits intégrés dans la mesure où un logement indépendant d'une surface habitable d'au moins 30 m² est intégré dans le logement principal. Le logement intégré, à la surface obligatoirement inférieure au logement principal, est loué et ne défère nullement le statut de copropriété ou de maison bi familiale au logement principal existant.

La question reste posée de savoir si la colocation constitue au sens juridique un logement indépendant qui peut tenir dans une maison unifamiliale ?

La réponse peut émaner d'un avis juridique établi par l'Étude Krieger : « Ainsi, il se pourrait que dans certaines zones, si l'on doit admettre que chaque chambre louée dans le cadre d'une colocation constitue une unité de logement, la colocation ne soit pas possible. »

En revanche, une jurisprudence administrative précise qu'une maison unifamiliale ne change pas de statut avec la création d'une colocation. La maison restera une maison de type unifamilial peu importe le nombre d'occupants ayant choisi domicile dans cette maison.

L'absence de liens de parenté et l'existence de plusieurs baux de loyer n'y changent rien.



« Il en résulte donc que l'usage d'une habitation à des fins de colocation ne modifie pas le statut de la maison unifamiliale et n'implique donc pas la création de nouvelles unités de logement. »

Les lois du 20 décembre 2019 et règlement grand-ducal du 20 décembre précisent avec clarté les définitions suivantes :

- « Logement » = un immeuble ou partie d'un immeuble destiné à l'habitation, comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle de bain avec toilettes.
- « Chambre » = une chambre meublée ou non meublée destinée à l'habitation dans un immeuble dont la cuisine, la pièce de séjour et/ou la salle de bain = situées à l'extérieur de la chambre et destinées à un usage collectif seulement.
- Les logements et chambres donnés en location doivent répondre aux critères de salubrité et d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité (hauteurs des pièces, équipements élémentaires...)
- La surface d'une chambre ne peut être inférieure à 9 m² par occupant hors niche de cuisine et sanitaire.
- Aucune chambre ne peut être occupée par plus de 2 personnes majeures. (art. 3 du règlement grand-ducal).
- Les chambres à coucher et salles de séjour doivent disposer d'une fenêtre avec vue directe sur l'extérieur.
- En cas de 5 occupants ou plus, le local collectif doit comprendre un séjour d'au moins 10 m².
- Tout bailleur de chambres est tenu de les déclarer préalablement au bourgmestre en indiquant le nombre maximum de personnes pouvant y être logées.
- Le bourgmestre est compétent pour contrôler lesdits logements et chambres pour vérifier le respect des critères. S'il y a existence de conditions sanitaires défectueuses ou de conditions de sécurité, et si l'inspection des logements lui est refusée, alors l'accès est conditionné à l'accord explicite du président du tribunal d'arrondissement.
- Le bourgmestre peut ordonner au propriétaire de se conformer aux prescriptions et ordonner la fermeture des logements ne correspondant pas aux critères.
- Le propriétaire tient à jour un registre des occupants à contresigner par les occupants.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) se dit très satisfait de pouvoir proposer aux résidents de Strassen la construction de ce nouvel ensemble résidentiel locatif destiné aux familles et jeunes adultes.

Il précise les détails du projet qui comprend au total 6 logements, dont 8 chambres meublées et 4 appartements classiques.

Les chambres meublées seront attribuées aux jeunes adultes âgés entre 18 et 25/30 ans. Il explique que la notion de jeune adulte renvoie à des dimensions de l'identité adulte liées aux notions de responsabilité, d'autonomie et d'indépendance financière et à des marqueurs de transition comme la fin des études et l'entrée dans le marché du travail.

Cet ensemble résidentiel à ériger au numéro 38, route d'Arlon comprendra :

1 sous-sol (pour 13 stationnements) : **509 m²**

1 rez-de-chaussée réservé à une crèche pour 17 enfants (8 +9) : **266 m²**



étage1 :	1 appartement avec 4 chambres meublées (2 parkings) 1 appartement à 2 chambres (1 parking)
Étage 2 :	1 appartement avec 4 chambres meublées (2 parkings) 1 appartement à 2 chambres (1 parking)
Étage 3 :	2 appartements à 3 chambres (2 parkings)
TOTAL :	6 logements : 850 m²

Les surfaces habitables par chambre meublée se répartissent de la façon suivante :

Chambre meublée (partie privative) :	17,65 m ²
Salle de bain privative :	4,42 m ²
<u>Surface totale de la partie privative :</u>	<u>± 22 m²</u>

Séjour commun :	44.45 m ²
WC:	2.65 m ²
Cuisine commune	9.27 m ²
Buanderie commune :	4.33 m ²
Terrasse commune :	15.68 m ²
<u>Surface totale de la partie commune :</u>	<u>72.33 m²</u>

Prix estimé de la construction (TTC) : 6.808.193 €

Le bourgmestre explique que la commune s'attend à pouvoir bénéficier d'une allocation étatique de 75 % du prix total.

Le devis de la construction devra être voté en amont de l'élaboration d'un PAP portant sur une parcelle de 10,5 a. Le terrain en question est classé en zone Nouveau Quartier et classé MIX-U avec une densité de logements de 60 logements/ha.

Le bourgmestre se dit convaincu que le PAP 38, route d'Arlon sera élaboré début 2021 et prévoit un début des travaux début 2022.

Au nom de son parti, Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) salue chaleureusement ce projet.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) déclare que, bien que le Luxembourg soit encore réticent à proposer des appartements en colocation, il faut espérer que cela changera. Pour des raisons de sécurité, la conseillère a toutefois déclaré qu'il fallait veiller à ce que les chambres privées soient verrouillables et disposent également d'un judas. En ce qui concerne la crèche, Martine Dieschburg recommande une cuisine intégrée plutôt qu'un service de restauration, car l'expérience montre que de plus en plus d'enfants doivent être nourris avec des aliments sans allergènes et spécialement préparés. La conseillère souligne également l'importance d'une bonne connexion Internet pour les étudiants.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) aimerait savoir si toutes les conditions sont réunies pour l'octroi de subventions publiques. Le Collège échevinal y répond par l'affirmative.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) est également favorable au projet, mais il s'inquiète des coûts élevés et souhaiterait voir plus de retenue dans les grands projets. La commune a besoin de ses fonds à d'autres fins.



Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) ajoute qu'il s'agit d'un projet dynamique et que de nombreuses discussions et modifications sont encore à venir. Pour l'instant, il est important de lancer le plan financier et budgétaire. En tout état de cause, le Collège échevinal soutient pleinement le projet.

Le conseiller Marc Fischer (DP) salue l'idée de la forme vivante de la « WG » en soi, mais se demande si c'est vraiment nécessaire à Strassen et si c'est le bon moment pour une dépense aussi élevée. En tout cas, la question de savoir quels groupes de personnes on veut loger dans les appartements doit être discutée en détail.

Quant au nombre de places de parking exigées pour le nouveau bâtiment résidentiel, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) souligne qu'un certain nombre de places de parking devra être mis à la disponibilité des résidents.

Le devis estimatif au prix de 6 808 193 € (TTC) est approuvé avec les votes de tous les conseillers.

7. Attribution de subventions ordinaires aux associations locales.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) propose que les subventions accordées aux associations locales pour 2019/2020 soient augmentées d'un supplément extraordinaire de 30 % du montant initialement prévu. Les pertes financières subies par les associations à la suite de la Covid-19 pourront ainsi être compensées partiellement. Cette mesure implique également une modification du budget ordinaire qui passera de 115.000€ à 146.000€.

L'échevin aux finances Nico Pundel (CSV) explique que plusieurs clubs ont pu maintenir leurs activités pendant le confinement, tandis que d'autres n'ont pas pu continuer du tout. Le conseiller Marc Fischer (DP) critique le fait que l'augmentation est inscrite comme une subvention ordinaire et non comme une subvention extraordinaire. Il aurait également préféré que les pertes financières des différents clubs soient examinées de plus près avant d'accorder des subventions supplémentaires.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) partage ce point de vue et souligne que certaines associations sont restées plus ou moins inactives tout au long de l'année.

La clé de répartition et l'augmentation du budget ordinaire des subventions sont toutes deux acceptées par tous les conseillers.

8. Décision sur les compensations liées aux cours annulés à la suite des mesures Covid 19.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) se dit favorable au paiement des frais convenus aux responsables des cours pour adultes organisés par la commune, mais qui n'ont pas pu avoir lieu à cause de la Covid-19.



L'échevin Nico Pundel (CSV) explique que si de nombreux cours ont été poursuivis parce que les responsables de cours sont passés immédiatement à des solutions en ligne, cela n'a naturellement pas été possible pour les cours « présentiels ».

Le conseiller Léandre Kandel (DP) aimerait savoir si ces personnes ne sont pas dédommagées deux fois étant donné que l'État a également accordé des subventions.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) déclare que les chargés de cours sont des prestataires de service et sont payés en fonction des factures établies en fonction du nombre d'heures de cours prestés.

Le conseiller Marc Fischer (DP) souhaiterait avoir des informations précises sur le nombre d'heures de cours prévues initialement et le nombre de cours tombés en friche.

Toutes les personnes présentes ont approuvé la compensation proposée.

9. Adaptation des indemnités pour les chargés de cours du soir.

Le bourgmestre propose d'augmenter les indemnités revenant aux chargés des cours de 6,45 € par heure/indice 100 (ce qui correspond actuellement à 53,84 €) à 7,19 € par heure/indice 100 (ce qui correspond actuellement à 60,02 €).

L'échevin aux finances Nico Pundel (CSV) explique que le montant n'a pas été adapté depuis longtemps, contrairement à celui d'autres communes. Il fait également référence à la nouvelle brochure sur les cours du soir qui n'est plus imprimée sur papier, mais peut être consultée en ligne à l'adresse www.strassen.lu.

Les conseillers Laurent Fischer (DP) et Marc Glesener (DP) aimeraient connaître les suites d'une éventuelle annulation future des cours due à la COVID-19.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) répond que tout dépendra de l'évolution de la situation sanitaire. En fin de compte, chacun est l'architecte de sa propre fortune et le travail indépendant comporte également certains risques.

La nouvelle fixation des indemnités est votée à l'unanimité.

10. Approbation d'un accord.

L'accord concerne un terrain sis 105-107 rue des Romains sur lequel la construction d'un nouvel immeuble est planifiée. La commune souhaite se réserver un passage latéral sur le site destiné à l'aménagement futur d'une piste cyclable ou d'un passage pour piétons.

Le conseiller Laurent Glesener (DP), intéressé directement par ce point de l'ordre du jour, a quitté la salle de réunion avant la discussion de ce point et ne participe pas au vote.

L'accord a été approuvé par tous les membres du conseil communal présents.

11. Approbation de plusieurs actes notariés.

Deux actes notariés, dont le contenu a déjà été discuté lors d'une précédente réunion du conseil, sont présentés au conseil communal. Il s'agit d'une cession gratuite à la commune de deux terrains situés dans la Rue du Plébiscite, Auf dem Piesch et Biedemt.

Les actes notariés sont approuvés à l'unanimité.



12. Adoption d'un règlement sur les subventions municipales pour la mobilité.

L'échevin à la mobilité Nicolas Pundel (CSV) explique que l'État a finalement procédé à une simplification dans l'attribution des primes accordées pour les véhicules électriques, hybrides, les vélos électriques et les cycles de toute sorte. Pour contribuer à la promotion de l'e-mobilité, la commune de Strassen accordera à ses résidents un subside se chiffrant à 25 % de la prime d'État. En outre, la prime n'est soumise à aucune restriction d'âge.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) veut savoir s'il n'y a pas un risque que la subvention soit accordée deux fois lorsque des personnes déménagent de Strassen vers une autre commune.

Le conseiller Marc Fischer (DP) exige que la durée de validité des subventions et la date limite de présentation de la facture soient également précisées.

Le règlement sur les subventions municipales pour la mobilité est accepté unanimement.

13. Approbation de deux accords avec le CGDIS.

Les deux accords réglementent la reprise du Centre d'Incendie et de Secours et de l'équipement opérationnel du service d'incendie routier par le CGDIS (Corps grand-ducal Incendie et Secours). En contrepartie, la commune de Strassen reçoit une compensation annuelle de l'État pour l'entretien des bâtiments et des équipements. La durée de la convention est de 5 ans. Elle peut être résiliée à tout moment.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) demande si les bâtiments de pompiers peuvent également être déplacés si cela s'avère nécessaire.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) répond par l'affirmative et ajoute que le CGDIS est en tout cas intéressé par le maintien d'un centre d'opérations à l'ouest de la capitale.

Les accords avec le CGDIS sont approuvés par l'ensemble du conseil communal.

14. Confirmation de plusieurs mesures temporaires de transport.

Toutes les mesures temporaires de circulation prises par les autorités municipales seront ensuite confirmées par tous les membres du conseil communal.

15. Divers.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) pense que maintenant davantage de vélos sont susceptibles de circuler sur le territoire communal ce qui demande une meilleure adaptation de la voirie à cette situation.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) est d'accord avec cette requête et assure que les mesures nécessaires seront prises prochainement.

La conseillère Bestgen-Martin (Déi Gréng) demande des renseignements sur les caméras mobiles de détection de vitesse actuellement installés sur la voirie communale.



Selon l'échevin à la mobilité Nico Pundel (CSV), ces « compteurs » sont d'excellents instruments de mesure des statistiques du trafic. Elles enregistrent non seulement la vitesse, mais aussi le type de véhicule : vélo, voiture ou camion. Il se réjouit de constater que la grande majorité des usagers de la route respectent les limitations de vitesse en vigueur. Les mesures seront poursuivies à l'avenir.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) critique la pollution sonore causée par le trafic autoroutier, qui, après la fin du confinement, a de nouveau atteint des niveaux insupportables. Ce constat s'applique aussi à la pollution atmosphérique due au trafic. Elle demande au Collège des échevins de réitérer ses interventions auprès du ministère des Transports pour remédier à cette situation. Elle exige une réduction de la vitesse sur le tronçon autoroutier traversant la commune de Strassen.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) répond que le problème est bien connu. Selon les statistiques ayant trait à la lutte contre le bruit, les niveaux sonores et la pollution le long de l'autoroute se situent dans la zone rouge. Une motion à l'adresse du ministère sera donc préparée et soumise au vote du conseil communal.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) rappelle que les gouvernements successifs avaient promis de mettre en œuvre des mesures de modération du trafic pour la région de Strassen.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) propose de permettre aux résidents de récolter les fruits sur les arbres communaux.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) n'y voit aucun inconvénient, mais exige que les arbres ne soient pas endommagés lors des cueillettes.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) se plaint du fait que les terrasses de certains cafés de Strassen prennent de plus en plus de place respectivement empiètent sur les trottoirs, ce qui entrave sérieusement la circulation des piétons.

Une autre question de la conseillère concerne le projet prévu d'un nouveau logo pour la commune. En effet, selon le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP), un logo a maintenant été élaboré et sera bientôt présenté aux membres du conseil communal lors d'une séance de la commission « Grands projets ».

Le conseiller Fischer pense qu'un tel projet ne constitue pas une priorité en temps de crise.

Le conseiller Marc Fischer (DP) demande des détails sur le futur contrat de concession convenu entre la commune et une brasserie.

Le bourgmestre Greiveldinger explique que l'actuel contrat avec la brasserie Simon vient à expiration et qu'à l'avenir les clubs pourront décider librement de leur fournisseur.

Une autre question du conseiller Marc Fischer (DP) concerne la salle de karaté dont les frais de fonctionnement sont pris en charge uniquement par la commune faute d'accord avec l'État. Il n'est pas acceptable que l'État se soustraie à ses obligations dans ce domaine.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) répond que rien ne s'oppose à une signature prochaine de ladite convention.



16. Affaires de personnel :

- a) Création de deux postes pour le personnel de nettoyage du nouveau bâtiment scolaire.
- b) Décision relative à la promotion d'un fonctionnaire municipal (séance à huis clos).



Sitzung des Gemeinderats vom 29. Juli 2020

TAGESORDNUNG

1. Informationen bezüglich des Rücktritts von Frau Nicole D'ANGELO von ihrem Mandat als Mitglied des Gemeinderats.
2. Vereidigung von Frau Victoria EL-KHOURY als Mitglied des Gemeinderats.
3. Genehmigung der Rangordnungstabelle des Gemeinderates.
4. Ernennungen und Rücktritte in den lokalen beratenden Kommissionen.
5. Verabschiedung der Vereinbarung 2020 bezüglich des Jugendhauses.
6. Genehmigung des Kostenvoranschlags für den Bau eines Gebäudes gelegen 38, Route d'Arlon.
7. Vergabe von ordentlichen Beihilfen an lokale Vereine.
8. Beschluss bezüglich der Entschädigungen im Zusammenhang mit den wegen der Covid-19-Maßnahmen abgesagten Kurse.
9. Anpassung der Vergütung für Abendkursleiter.
10. Billigung eines Abkommens.
11. Genehmigung mehrerer notarieller Urkunden.
12. Verabschiedung einer Verordnung über kommunale Beihilfen im Bereich Mobilität.
13. Genehmigung von zwei Abkommen mit dem CGDIS.
14. Bestätigung mehrerer vorübergehender Verkehrsmaßnahmen.
15. Verschiedenes.
16. Personalangelegenheiten:
 - (a) Schaffung von zwei Stellen für Reinigungspersonal für das neue Schulgebäude.
 - (b) Beschluss betreffend die Beförderung eines Gemeindebeamten (geschlossene Sitzung).

Anwesend:

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP); 1. Schöffe Nicolas Pundel (CSV); 2. Schöffe François Gleis (CSV).

Mitglieder des Gemeinderates: Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El-Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Sekretär: Christian Muller.



1. Informationen bezüglich des Rücktritts von Frau Nicole D'ANGELO von ihrem Mandat als Mitglied des Gemeinderats.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) eröffnet die Sitzung mit der Bekanntgabe, dass das Gemeinderatsmitglied Nicole d'Angelo (LSAP) im Juni aus gesundheitlichen Gründen zurückgetreten ist. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) spricht Nicole d'Angelo (LSAP) seinen aufrichtigen Dank aus für ihre sorgfältige und gewissenhafte Arbeit als Mitglied des Gemeinderats. Er verweist insbesondere auf ihre Tatkraft, die mit Aufgeschlossenheit und Pragmatismus in Bezug auf die politischen Gegebenheiten einhergeht. Nicole d'Angelo hat immer große Sachlichkeit bewiesen, wenn es um die Umsetzung politischer Maßnahmen in den Bereichen ging, die ihr besonders am Herzen lagen, nämlich Sozialpolitik, Chancengleichheit, Sport und das Vereinsleben. Der Bürgermeister spricht Nicole d'Angelo seiner besten Genesungswünsche aus.

Diesem Wunsch schließen sich die Mitglieder des Gemeinderats Betty Welter-Gaul (LSAP), Marc Fischer (DP) und der Schöffe François Gleis (CSV) an, die Nicole d'Angelo im Namen ihrer jeweiligen Fraktionen für ihr langjähriges kollegiales Engagement danken und ihr erneut ihre große Wertschätzung aussprechen.

2. Vereidigung von Frau Victoria EL-KHOURY als Mitglied des Gemeinderats.

Anschließend bittet Gaston Greiveldinger Victoria El Khoury (LSAP), den feierlichen Eid abzulegen, um Nicole d'Angelo im Gemeinderat zu ersetzen. Das im Libanon geborene neue Mitglied des Gemeinderats kam 2007 nach Luxemburg. Im Jahr 2011 nimmt sie die Staatsangehörigkeit ihres Gastlandes an. Victoria El Khoury ist Apothekerin, hat in Molekularbiologie promoviert und ist Forscherin am Luxemburger "Luxembourg Institute of Health", wo Sie auf dem Gebiet der Onkologie forscht.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) betont, dass sich das neue Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury seit vielen Jahren sehr engagiert in der Kommunalpolitik einsetzt. Verdeutlicht wird dies durch ihre Ernennungen zum Mitglied verschiedener Ausschüsse (Integration, Umwelt, Klimateam) und zur Präsidentin des Ausschusses für Chancengleichheit.

In ihrer Einführungsrede bringt Victoria El Khoury (LSAP) ihre Vorfreude über eine gute zukünftige Zusammenarbeit zum Ausdruck. Im Namen des gesamten Gemeinderates begrüßen der Bürgermeister, die Mitglieder des Gemeinderates Marc Fischer (DP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Betty Welter-Gaul (LSAP), Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) und der Schöffe François Gleis (CSV) herzlich das neue Mitglied des Gemeinderates.



3. Genehmigung der Rangordnungstabelle des Gemeinderates.

Aufgrund des Rücktritts von Gemeinderatsmitglied Nicole d'Angelo wurde die Rangordnung der Gemeinderatsmitglieder gemäß dem Datum ihres Eintritts in den Gemeinderat geändert. Die neue Rangordnung lautet wie folgt:

- François Gleis (vereidigt am 19.01.1994)
- Gaston Greiveldinger (vereidigt am 17.01.1996)
- Léandre Kandel (vereidigt am 12.12.2005)
- Nicolas Pündel (vereidigt am 12.12.2005)
- Jean-Marie Dürrer (vereidigt am 12.12.2005)
- Betty Welter-Gaul (vereidigt am 12.12.2005)
- Marc Fischer (vereidigt am 27.02.2007)
- Laurent Glesener (vereidigt am 29.09.2008)
- Martine Dieschburg-Nickels (vereidigt am 17.11.2011)
- Jean-Claude Roob (vereidigt am 15.11.2017)
- Claire Remmy (vereidigt am 15.11.2017)
- Maryse Bestgen-Martin (vereidigt am 5.2.2019)
- Victoria El Khoury (vereidigt am 29.7.2020).

Die Rangordnungstabelle wird einstimmig angenommen.

4. Ernennungen und Rücktritte in den lokalen beratenden Kommissionen.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger informiert den Gemeinderat über den Rücktritt von Herrn Jean-Claude Olivier als Mitglied der Finanzkommission und des verstorbenen Herrn Fernand Krier als Mitglied der Planungskommission.

Bürgermeister Greiveldinger würdigt die zahlreichen Dienste, die Herr Fernand Krier der Gemeinde geleistet hat. Er verweist darauf, dass Fernand Krier, seines Zeichens Architekt und Stadtplaner, für den Bau und die Planung des im Jahr 2000 eingeweihten Kulturzentrums Paul Barblé verantwortlich zeichnete. Im Namen des Gemeinderates spricht der Bürgermeister der Ehefrau des Verstorbenen sein aufrichtiges Beileid aus. Diesen Worten schließen sich der Schöffe François Gleis (CSV) und die Gemeinderatsmitglieder Betty Welter-Gaul (LSAP) und Marc Fischer (DP) an.

Der Gemeinderat schließt sich den von der DP vorgeschlagenen Kandidaturen an. In geheimer Abstimmung werden die Ernennungen von Herrn Marc Fischer als neues Mitglied der Finanzkommission und von Herrn Yannick Huss als neues Mitglied der Planungskommission einstimmig angenommen.



5. Verabschiedung der Vereinbarung 2020 bezüglich des Jugendhauses.

Die laufenden Kosten des vom Roten Kreuz betriebenen und je zur Hälfte vom Staat und der Gemeinde finanzierten Jugendhauses in Strassen belaufen sich im Jahr 2020 auf insgesamt 211.300.- €. Der Anteil der Gemeinde beträgt dabei 104.100.- €.

Bei der Vorlage der Vereinbarung stellt der für das Ressort "Jugend" zuständige Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) die Frage, ob das derzeitige Konzept des Jugendhauses noch den Erwartungen und Bedürfnissen der Jugendlichen entspricht. Jugendpolitik, so der Bürgermeister in seiner Einleitung, solle jungen Menschen in ihrer ganzen Vielfalt gerecht werden. Er spricht sich für ein integratives Modell aus, das die persönlichen, schulischen und psychologischen Lebenswirklichkeiten der Jugendlichen in Strassen berücksichtigt. Eine solch ehrgeizige Strategie sei notwendig, um alle Jugendlichen besser einzubeziehen.

Laut EUROSTAT beläuft sich in Luxemburg im April 2020 die Arbeitslosenquote bei jungen Menschen unter 25 Jahren auf 26,1%, ein Prozentsatz der weit über dem EU-Durchschnitt von 15,4% liegt.

Diese traurige Realität betrifft vor allem junge Menschen ohne Abschluss, die dadurch oft von ihren Altersgenossen ausgegrenzt, bzw. an den Rand ihres sozialen Umfeldes gedrängt werden. Der Bürgermeister fordert neue sozialpädagogische Programme, deren Hauptaufgabe darin besteht, den sozialen Ausstieg zu bekämpfen und einen Ausweg aus der schlimmen Sackgasse zu finden, in die diese Jugendlichen aufgrund ihres Versagens geraten sind. Eine neue Strategie, die sämtliche Kategorien junger Menschen in den Blick nimmt, soll ihnen ein vielfältiges und reiches kulturelles Kapital vermitteln und ihnen die sozialen Fertigkeiten und Einstellungen vermitteln, die sie brauchen, um einen Platz in der Gesellschaft zu finden.

Der Bürgermeister ist der Ansicht, dass es wichtig ist, die durch das manchmal als unangemessen empfundene Verhalten der Jugendlichen etwas getrübbte Außenwirkung zu korrigieren. Außerdem sollten die Verantwortlichen des Jugendzentrums eine innovative Strategie verfolgen und sich Gedanken darüber machen, wie das Jugendzentrum im Rahmen einer unbedingt nötigen strukturellen Reorganisation wieder mit neuer Dynamik erfüllt werden kann.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schließt sich der Einschätzung des Bürgermeisters an und schlägt vor, neue Konzepte zu entwickeln, die einheimischen und ausländischen Jugendlichen neue Perspektiven eröffnen.

Das Mitglied des Gemeinderats Claire Remmy (Déi Gréng) regt eine Zusammenarbeit mit der Jugendkommission an.

Das Mitglied des Gemeinderates Martine Dieschburg-Nickels betont, wie wichtig eine wirksame Jugendarbeit ist. Sie ist der Ansicht, dass das derzeitige Jugendzentrum nicht mehr die bestmögliche Lösung ist. Auf ihre Nachfrage nach genauen Zahlen zu



Durchschnittsalter und Geschlecht der Nutzer antwortet Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP), dass diese Parameter erheblich variieren, stark angebotsabhängig sind und dass bei den Besucherzahlen auch eine gewisse Zufälligkeit mit hineinspielt. Er weist darauf hin, dass viele der Nutzer des Jugendhauses nicht Einwohner der Gemeinde Strassen sind.

Auch das Gemeinderatsmitglied Betty Welter-Gaul (LSAP) plädiert für eine stärker dezentralisierte Struktur und erinnert daran, dass die direkten Nachbarn des Jugendzentrums sich oft durch dessen Nutzer gestört fühlen.

Die Vereinbarung 2020 über die Leitung des Jugendzentrums in Strassen wird einstimmig angenommen.

6. Genehmigung des Kostenvoranschlags für den Bau eines Gebäudes gelegen 38, Route d'Arlon. Schaffung von Sozialwohnungen oder Mietwohnungen zu erschwinglichen Preisen

In seiner Einführung zum Thema führt Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) aus, dass die Wohnsituation für einkommensschwache Menschen, Alleinerziehende, kinderreiche Familien und junge Erwachsene sehr problematisch ist.

Die LSAP-CSV-Mehrheit ist nach eigenem Bekunden entschlossen, sich dieser Herausforderung zu stellen und setzt Prioritäten bei der Wohnungspolitik. Konkret umgesetzt wird dies mit der Schaffung von 63 kommunalen Mietwohnungen und Wohnungen für junge Menschen.

Das Programm des Schöffenkollegiums für den Zeitraum 2018-2023 empfiehlt im Kapitel "Wohnen":

- "Bau von kleinen Wohneinheiten, die den Erwartungen und Bedürfnissen einer jungen Bevölkerung gerecht werden".
- "Schaffung von Gemeinschaftsunterkünften mit privat genutzten Räumen und Gemeinschaftsbereichen".

Das Projekt, das auf einem Grundstück der Gemeinde in 38, Route d'Arlon entstehen soll, ist einerseits eine Umsetzung des Programms des LSAP - CSV-Schöffenrates und entspricht andererseits dem von der jungen Bevölkerung Strassens formulierten Bedürfnis nach bezahlbarem Wohnraum (siehe Jugendstudie Strassen).

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) weist die Mitglieder des Gemeinderats darauf hin, dass der Bau von "kleinen Wohneinheiten ... die den Bedürfnissen ... gerecht werden" natürlich die Frage aufwirft, was eine angemessene Wohnfläche ist bzw. was als Mindestwohnfläche für eine Wohnung vorgesehen werden muss.

Die Vorgabe einer Mindestwohnfläche in der Bauverordnung hat großen Einfluss auf die sozioökonomische Zusammensetzung der Bevölkerung der Gemeinde.



Wenn Mindestflächen für ein Einzimmerapartment und/oder eine Wohnung vorgegeben werden, führt dies dazu, dass die Wohnungspolitik entweder relativ wohlhabende Bewohner begünstigt, die in der Lage sind, größere Wohneinheiten zu bezahlen, oder eben einfachere Bevölkerungsschichten mit niedrigerem Einkommen, die sich keine teuren Wohnungen leisten können.

Wenn also eine Mindestfläche für Wohnungen oder Einzimmerapartments vorgeschrieben wird, ist dies ein Mittel, um bestimmte soziale Schichten auszugrenzen.

Eine Analyse der Bauordnungen der Gemeinden des Zentrums (Angaben von Oktober 2019) zeigt, dass die Bandbreite der vorgesehenen Mindestflächen zwischen 52 m² und 25 m² liegt. Mit einer Mindestfläche von 30 m² für eine Einzimmerwohnung (PAG, 2020) liegt die Gemeinde Strassen somit am unteren Ende der Skala und belegt damit eine vorteilhafte Position.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) bedauert zutiefst, dass viele junge Erwachsene schwer unter der Wohnungsnot zu leiden haben. Im Endeffekt bedeutet es für sie, dass sie abwägen müssen, ob sie lieber langfristig hohe Schulden aufnehmen, jeden Monat eine hohe Miete oder auf längere Zeit im "Hotel Mama" wohnen bleiben.

Eine mögliche Lösung wäre die Schaffung von Wohngemeinschaften, die gemeinhin als "Colocation" bezeichnet werden. Viele luxemburgische Studierende kennen diese Wohnform aus der Zeit, die sie in ausländischen Universitätsstädten verbracht haben. Im Ausland und zunehmend auch in Luxemburg ist es in einer Wohngemeinschaft üblich, dass ein Hauptmieter den Mietvertrag für eine von ihm genutzte Wohnung unterzeichnet und diese dann an Mitbewohner untervermietet. Der Hauptmieter trägt die finanzielle Verantwortung und muss Ersatz finden, wenn ein Mitbewohner die Wohngemeinschaft verlässt.

In Luxemburg stößt die Schaffung von Wohngemeinschaften manchmal auf administrative und rechtliche Hindernisse. So werden Personen, die zusammen in einer Wohnung leben, als Mitglieder eines einzigen Haushalts betrachtet und als Solidargemeinschaft gesehen. Eine weitere Schwierigkeit ergibt sich aus dem allgemeinen Bebauungsplan (PAG), der nur drei Wohnungsarten zulässt, nämlich das Einfamilienhaus (1 Wohneinheit), das Zweifamilienhaus (2 Wohneinheiten) und das Mehrfamilienhaus (mit einer festgelegten Anzahl von Wohnungen).

Wird also ein Haus in einer für Einfamilienhäuser vorbehaltenen Zone gebaut, darf es nicht 2 oder gar 3 Wohneinheiten umfassen.

Eine erste Bresche wird mit der Schaffung sogenannter Einliegerwohnungen geschlagen, insofern als eine in sich abgeschlossene Wohnung mit einer Wohnfläche von mindestens 30 m² in die Hauptwohneinheit integriert wird. Die Einliegerwohnung, deren Fläche kleiner sein muss als die der Hauptwohnung, wird vermietet und enthebt in keiner Weise die bestehende Hauptwohneinheit ihres Status der Eigentumswohnung oder des Zweifamilienhauses.

Stellt sich also die Frage, ob es sich bei einer Wohngemeinschaft rein rechtlich gesehen um eigenständige Wohneinheiten handelt, die in einem Einfamilienhaus untergebracht werden kann?



Die Antwort könnte sich aus einem Rechtsgutachten der Anwaltskanzlei Krieger ergeben: „So kann es sein, dass in manchen Zonen, wenn anzunehmen ist, dass jedes im Rahmen einer Wohngemeinschaft vermietete Zimmer eine Wohneinheit darstellt, eine Wohngemeinschaft nicht möglich ist.“

Andererseits wird in der Rechtsprechung der Verwaltungsgerichte festgehalten, dass durch die Gründung einer Wohngemeinschaft der Status eines Einfamilienhauses unverändert bleibt. Das Haus wird weiterhin als Einfamilienhaus geführt, unabhängig von der Anzahl der Personen, die ihren Wohnsitz in diesem Haus haben. Das Fehlen verwandtschaftlicher Beziehungen und das Vorhandensein mehrerer Mietverträge ändern nichts daran.

„Daraus folgt, dass die Nutzung einer Wohnung zum Zweck der Wohngemeinschaft den Status des Einfamilienhauses nicht verändert und daher auch nicht die Schaffung neuer Wohneinheiten impliziert.“

Im Gesetz vom 20. Dezember 2019 und in der großherzoglichen Verordnung vom 20. Dezember 2019 werden folgende Definitionen eindeutig festgelegt:

"Wohnung" = ein Gebäude oder Gebäudeteil, das bzw. der zu Wohnzwecken bestimmt ist und mindestens ein Wohnzimmer, eine Küchenzeile und ein Badezimmer mit Toilette umfasst.

"Zimmer" = ein zu Wohnzwecken bestimmtes möbliertes oder unmöbliertes Zimmer, in einem Gebäude, in dem die Küche, das Wohnzimmer und/oder das Bad = außerhalb des Zimmers liegen und nur zur gemeinsamen Nutzung bestimmt sind.

Die vermieteten Wohnungen und Zimmer müssen den Kriterien für Gesundheitsschutz und Hygiene, Sicherheit und Bewohnbarkeit (Raumhöhe, Grundausstattung usw.) entsprechen.

Die Fläche eines Zimmers darf nicht weniger als 9 m² pro Bewohner betragen, ausschließlich der Küchenzeile und der Sanitäranlagen.

Kein Zimmer darf von mehr als 2 Erwachsenen belegt werden. (Art. 3 der großherzoglichen Verordnung).

Schlaf- und Wohnzimmer müssen ein Fenster mit direktem Blick nach außen haben.

Bei 5 oder mehr Bewohnern muss der gemeinschaftlich genutzte Raum ein Wohnzimmer von mindestens 10 m² umfassen.

Jeder Vermieter von Zimmern ist verpflichtet, diese dem Bürgermeister vorab unter Angabe der maximalen Personenzahl, die dort untergebracht werden kann, zu melden.

Der Bürgermeister ist befugt, die besagten Wohnungen und Zimmer auf Einhaltung der Kriterien zu überprüfen. Falls Mängel bei den sanitären oder sicherheitstechnischen Einrichtungen festgestellt werden und ihm die Inaugenscheinnahme der Wohnungen verweigert wird, bedarf der Zugang der ausdrücklichen Zustimmung des Präsidenten des Bezirksgerichts.



Der Bürgermeister kann anordnen, dass der Eigentümer die Anforderungen zu erfüllen hat, und die Schließung der Wohnungen verfügen die den Kriterien nicht entsprechen.

Der Eigentümer führt ein Verzeichnis der Bewohner, welche von den Bewohnern gegengezeichnet wird.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) zeigt sich äußerst erfreut darüber, den Einwohnern von Strassen den Bau dieser neuen Mietwohnanlage für Familien und junge Erwachsene in Aussicht stellen zu können.

Er geht auf die Einzelheiten des Projekts ein, welches insgesamt 6 Wohneinheiten umfasst, darunter 8 möblierte Zimmer und 4 klassische Wohnungen.

Die möblierten Zimmer werden jungen Erwachsenen im Alter von 18 bis 25/30 Jahren zur Verfügung gestellt. Er erläutert dass der Begriff des jungen Erwachsenen sich auf Dimensionen der erwachsenen Identität bezieht, die mit Aspekten wie Verantwortung, Eigenständigkeit und finanzieller Unabhängigkeit einhergehen sowie mit Übergangsmarkern wie dem Ende des Studiums und dem Eintritt ins Erwerbsleben.

Dieser Wohnkomplex, der 38, route d'Arlon, errichtet werden soll, umfasst:

1 Untergeschoss (für 13 Parkplätze): 509 m².

1 Erdgeschoss reserviert für eine Kinderkrippe für 17 Kinder (8 +9): 266 m².

1. Etage: 1 Wohnung mit 4 möblierten Zimmern (2 Parkplätze)

1 Wohnung mit 2 Schlafzimmern (1 Parkplatz)

2. Etage: 1 Wohnung mit 4 möblierten Zimmern (2 Parkplätze)

1 Wohnung mit 2 Schlafzimmern (1 Parkplatz)

3. Etage: 2 Wohnungen mit 3 Schlafzimmern (2 Parkplätze)

INSGESAMT: 6 Wohneinheiten: 850 m²



Die Wohnflächen pro möbliertem Zimmer sind wie folgt verteilt:

Möbliertes Zimmer (privat genutzter Teil):	17,65 m ²
Eigenes Badezimmer:	4,42 m ²
<u>Gesamtfläche des privat genutzten Teils:</u>	<u>± 22,00 m²</u>

Gemeinschaftlich genutztes Wohnzimmer:	44,45 m ²
WC:	2,65 m ²
Gemeinschaftlich genutzte Küche	9,27 m ²
Gemeinschaftlich genutzte Waschküche:	4,33 m ²
Gemeinschaftlich genutzte Terrasse:	15,68 m ²
<u>Gesamtfläche des gemeinschaftlich genutzten Bereichs:</u>	<u>72,33 m²</u>

Geschätzter Baupreis (einschließlich Mehrwertsteuer): 6.808.193 €

Der Bürgermeister ergänzt, dass die Gemeinde davon ausgeht, dass sie eine staatliche Beihilfe in Höhe von 75 % der Gesamtkosten erhält.

Der Baukostenvoranschlag muss vor der Erstellung eines Teilbebauungsplans (PAP) für eine Parzelle von 10,5 a genehmigt werden. Das betreffende Grundstück wird der Zone Neuer Ortsteil als MIX-U mit einer Wohndichte von 60 Wohneinheiten/ha zugeordnet.

Der Bürgermeister zeigt sich zuversichtlich, dass der Teilbebauungsplan (PAP) für 38, Route d'Arlon Anfang 2021 erstellt wird und die Arbeiten Anfang 2022 beginnen können.

Im Namen ihrer Partei bekundet Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) ihre volle Unterstützung für dieses Projekt.

Luxemburg zeige sich zwar immer noch zögerlich, was das Angebot an Wohngemeinschaften angehe, so das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP), doch es sei zu hoffen, dass dies sich ändern werde. Aus Sicherheitsgründen solle jedoch darauf geachtet werden, dass die Privaträume abschließbar sind und über einen Türspion verfügen. In Bezug auf die Kinderkrippe meint Martine Dieschburg, dass eine Einbauküche einem Catering-Service vorzuziehen sei, da man aus Erfahrung wisse, dass immer mehr Kinder mit allergenfreiem und speziell zubereitetem Essen versorgt werden müssen. Sie betont auch, dass für die Studenten eine gute Internetverbindung sehr wichtig ist.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) erkundigt sich, ob alle Bedingungen für die Erteilung öffentlicher Subventionen erfüllt sind. Dies wird vom Schöffenkollegium bejaht.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) spricht sich ebenfalls für das Projekt aus, zeigt sich jedoch besorgt angesichts der hohen Kosten und wünscht sich mehr Zurückhaltung bei Großprojekten. Die Gemeinde benötige ihre Mittel für andere Aufgaben.



Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) ergänzt, dass es sich hierbei um ein Projekt mit großer Dynamik handele und dass noch viele Diskussionen und Änderungen folgen werden. Im Moment sei es wichtig, den Finanz- und Haushaltsplan auf den Weg zu bringen. Das Schöffenkolegium stehe auf jeden Fall voll hinter diesem Projekt.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) begrüßt die Idee einer „WG“ als Wohnform, da diese eine sehr lebendige Wohnform sei. Andererseits fragt er sich, ob dies in Strassen wirklich notwendig ist und ob es der richtige Zeitpunkt für derart hohe Ausgaben ist. Die Frage, welche Personengruppen man in den Wohnungen unterbringen wolle, müsse auf jeden Fall noch eingehend diskutiert werden.

Was die Anzahl an Parkplätzen angeht, die für das neue Wohngebäude erforderlich sind, so unterstreicht Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP), dass den Bewohnern eine bestimmte Anzahl an Parkplätzen zur Verfügung gestellt werden muss.

Der Kostenvoranschlag zum Preis von 6.808.193 € (einschließlich Mehrwertsteuer) wird von den Mitgliedern des Gemeinderates einstimmig angenommen.

7. Vergabe von ordentlichen Beihilfen an lokale Vereine.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) schlägt vor, den Betrag der ursprünglich für 2019/2020 vorgesehenen Beihilfen für lokale Vereine, um einen außerordentlichen Zuschlag von 30% zu erhöhen. So könnten die von den Vereinen aufgrund von Covid-19 erlittenen finanziellen Verluste teilweise ausgeglichen werden. Diese Maßnahme erfordert auch eine Änderung des ordentlichen Haushalts welcher von 115.000 € auf 146.000 € aufgestockt wird.

Der für Finanzen zuständige Schöffe Nico Pundel (CSV) erläutert, dass einige Clubs in der Lage waren, ihre Aktivitäten während des Lockdowns aufrechtzuerhalten, während andere ihre Tätigkeiten ganz einstellen mussten.

Das Mitglied des Gemeinderates Marc Fischer (PD) äußert sich kritisch dazu, dass die Aufstockung als ordentliche Beihilfe und nicht als außerordentliche Beihilfe aufgeführt wird. Er hätte es auch vorgezogen, die finanziellen Verluste der einzelnen Vereine genauer zu prüfen, bevor zusätzliche Beihilfen gewährt werden.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schließt sich diesem Standpunkt an und weist darauf hin, dass einige Vereine das ganze Jahr über mehr oder weniger untätig geblieben sind.

Der Verteilungsschlüssel und die Erhöhung des ordentlichen Haushalts für Beihilfen werden von den Mitgliedern des Gemeinderates ein-

stimmig angenommen.



8. Beschluss bezüglich der Entschädigungen im Zusammenhang mit den wegen der Covid-19-Maßnahmen abgesagten Kurse.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) spricht sich dafür aus, den Leitern der von der Gemeinde organisierten Erwachsenenkurse, die aufgrund von Covid-19 ausfallen mussten, die vereinbarten Entgelte zu zahlen.

Der Schöffe Nico Pundel (CSV) erklärt, dass viele Kurse weitergeführt wurden, weil die Kursleiter sofort auf Online-Lösungen umgestiegen sind, dass dies aber bei den "Präsenzkursen" natürlich nicht möglich war.

Das Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) erkundigt sich, ob die Betroffenen dann nicht zweimal entschädigt werden, da auch der Staat Beihilfen bewilligt hat.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) weist darauf hin, dass es sich bei den Kursleitern um Dienstleister handele, die nach der Anzahl der Unterrichtsstunden und auf Rechnung bezahlt würden.

Das Mitglied des Gemeinderats Marc Fischer (DP) bittet um genaue Angaben bezüglich der ursprünglich geplanten Anzahl an Unterrichtsstunden und der Zahl der ausgefallenen Kurse.

Die vorgeschlagene Entschädigung wird einstimmig angenommen.

9. Anpassung der Vergütung für Abendkursleiter.

Der Bürgermeister schlägt vor, die Vergütung der Kursleiter von 6,45 € pro Stunde/Index 100 (derzeit 53,84 €) auf 7,19 € pro Stunde/Index 100 (derzeit 60,02 €) zu erhöhen.

Der für Finanzen zuständige Schöffe Nico Pundel (CSV) erklärt, dass, im Gegensatz zu anderen Gemeinden, dieser Betrag seit langer Zeit nicht mehr angepasst wurde. Er verweist auch auf die neue Broschüre für die Abendkurse, die nicht mehr in Druckform verfügbar ist, sondern online unter www.strassen.lu.

Die Mitglieder des Gemeinderates Laurent Fischer (DP) und Marc Glesener (DP) erkundigen sich, welche Folgen eine eventuelle künftige Streichung von Kursen wegen COVID-19 hätte.

Darauf antwortet Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP), dass alles von der Entwicklung der Gesundheitssituation abhängen wird. Letztendlich ist jeder seines eigenen Glückes Schmied, und die Freiberuflichkeit bringt auch gewisse Risiken mit sich.

Die Neufestsetzung der Vergütungen wird einstimmig angenommen.



10. Billigung eines Abkommens.

Das Abkommen betrifft ein Grundstück in der Rue des Romains 105-107, wo ein neues Gebäude errichtet werden soll. Die Gemeinde möchte sich einen seitlichen Durchgang auf dem Gelände vorbehalten, wo in Zukunft ein Radweg oder ein Fußweg entstehen könnte.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP), der von diesem Tagesordnungspunkt direkt betroffen ist, hat den Sitzungssaal vor Beginn der Aussprache dieses Punktes verlassen und nimmt nicht an der Abstimmung teil.

Das Abkommen wird von allen anwesenden Mitgliedern des Gemeinderates gebilligt.

11. Genehmigung mehrerer notarieller Urkunden.

Dem Gemeinderat werden zwei notarielle Urkunden vorgelegt, deren Inhalt bereits bei einer früheren Gemeinderatssitzung erörtert wurde. Dabei handelt es sich um die unentgeltliche Abtretung an die Gemeinde von zwei Grundstücken in der Rue du Plébiscite, Auf dem Piesch und Biedemt.

Die notariellen Urkunden werden einstimmig genehmigt.

12. Verabschiedung einer Verordnung über kommunale Beihilfen im Bereich Mobilität.

Der für den Bereich Mobilität zuständige Schöffe Nicolas Pundel (CSV) erläutert, dass der Staat endlich das Vergabeverfahren für Prämien für Elektrofahrzeuge, Hybride, Pedelecs und Fahrräder aller Art vereinfacht hat. Um die E-Mobilität noch zusätzlich zu fördern, gewährt die Gemeinde Strassen ihren Einwohnern einen Zuschuss in Höhe von 25% der staatlichen Prämie. Außerdem unterliegt diese Prämie keinerlei Altersbeschränkung.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) fragt nach, ob bei einem Umzug von Strassen in eine andere Gemeinde nicht die Gefahr bestehe, dass der Zuschuss zweimal gezahlt wird.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) fordert, dass die Gültigkeitsdauer der Zuschüsse und die Frist für die Einreichung der Rechnung ebenfalls angegeben werden.

Die Verordnung über kommunale Mobilitätszuschüsse wird einstimmig angenommen.

13. Genehmigung von zwei Abkommen mit dem CGDIS.

Die beiden Abkommen regeln die Übernahme des Feuerwehr- und Rettungszentrums und der Einsatzrüstung der Straßenfeuerwehr durch das Großherzogliche Feuerwehr- und Rettungscorps (Corps Grand-Ducal d'Incendie et de Secours – CGDIS). Im Gegenzug erhält die Gemeinde Strassen vom Staat eine jährliche Entschädigung für die Instandhaltung der



Gebäude und Anlagen. Die Laufzeit des Abkommens beträgt 5 Jahre. Es kann jederzeit gekündigt werden.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (PD) fragt, ob die Feuerwehrgebäude auch verlegt werden können, falls notwendig.

Dies wird von Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) bejaht, der hinzufügt, dass das CGDIS auf jeden Fall an der Aufrechterhaltung eines Einsatzzentrums im Westen der Hauptstadt interessiert ist.

Die Abkommen mit dem CGDIS werden vom Gemeinderat einstimmig genehmigt.

14. Bestätigung mehrerer vorübergehender Verkehrsmaßnahmen.

Sämtliche von der Gemeindeverwaltung getroffenen zeitlich befristeten Verkehrsmaßnahmen werden anschließend von allen Mitgliedern des Gemeinderates bestätigt.

15. Verschiedenes

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) ist der Ansicht, dass jetzt, da mehr Fahrräder auf dem Gemeindegebiet verkehren werden, die Verkehrswege an diese neue Situation angepasst werden sollten. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) stimmt dieser Bitte zu und versichert, dass die notwendigen Maßnahmen in Kürze in Angriff genommen werden.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) bittet um Auskunft bezüglich der mobilen Radarkontrollen, die derzeit auf den Gemeindestraßen installiert sind.

Laut Nico Pundel (CSV), dem für Mobilität zuständigen Schöffen, sind diese "Zähler" ausgezeichnete Instrumente zur Erstellung von Verkehrsstatistiken. Sie erfassen nicht nur die Geschwindigkeit, sondern auch den Fahrzeugtyp: Fahrrad, Auto oder Lastwagen. Er stellt mit Genugtuung fest, dass die überwiegende Mehrheit der Verkehrsteilnehmer die geltenden Geschwindigkeitsbegrenzungen einhält. Die Maßnahmen werden auch in Zukunft fortgesetzt.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (PD) übt Kritik an der durch den Autobahnverkehr bedingten Lärmbelastung, die nach dem Ende des Lockdowns wieder unerträgliche Ausmaße angenommen hat. Dies gilt auch für die verkehrsbedingte Luftverschmutzung. Sie bittet das Schöffenkollegium, erneut beim Verkehrsministerium vorstellig zu werden, damit hier Abhilfe geschaffen wird. Sie fordert eine Geschwindigkeitsreduzierung auf dem Autobahnabschnitt, der durch das Gebiet der Gemeinde Strassen führt.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) antwortet, dass dieses Problem hinlänglich bekannt sei. Laut der Statistik zur Lärmbekämpfung liegen der Lärmpegel und die



Schadstoffbelastung entlang der Autobahn in der roten Zone. Daher werde ein entsprechender Antrag an das Ministerium ausgearbeitet und dem Gemeinderat zur Abstimmung vorgelegt.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) weist darauf hin, dass mehrere aufeinanderfolgende Regierungen schon versprochen hätten, verkehrsberuhigende Maßnahmen für die Region Strassen einzuführen.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schlägt vor, den Einwohnern zu erlauben, Früchte von den Bäumen der Gemeinde zu ernten.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) sieht darin kein Problem, verlangt aber, dass darauf geachtet wird, dass die Bäume bei der Ernte nicht beschädigt werden.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) bemängelt die Tatsache, dass die Terrassen einiger Straßencafés immer mehr Platz einnehmen bzw. auf die Gehwege übergreifen, was für den Fußgängerverkehr eine erhebliche Behinderung darstellt.

Sie erkundigt sich außerdem, wie es um das geplante neue Logo für die Gemeinde stehe. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) antwortet, dass das Logo jetzt ausgearbeitet worden ist und den Mitgliedern des Gemeinderats demnächst im Rahmen einer Sitzung der Kommission "Großprojekte" vorgestellt wird.

Nach Ansicht von Gemeinderatsmitglied Fischer hat ein derartiges Vorhaben in Krisenzeiten keine Priorität.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) bittet um nähere Angaben bezüglich des zukünftigen Konzessionsvertrags zwischen der Gemeinde und einer Brauerei.

Bürgermeister Greiveldinger erklärt, dass der derzeitige Vertrag mit der Brauerei Simon ausläuft und dass die Vereine ihre Lieferanten künftig frei auswählen können.

Eine weitere Frage von Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) betrifft die Karatehalle, deren laufende Kosten aufgrund fehlender Übereinkunft mit dem Staat allein von der Gemeinde getragen werden. Es sei nicht akzeptabel, dass der Staat sich seinen Verpflichtungen in diesem Bereich entziehe.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) antwortet, dass einer schnellen Unterzeichnung der besagten Vereinbarung in naher Zukunft nichts im Wege stehe.

16. Personalangelegenheiten

- a) Schaffung von zwei Stellen für Reinigungspersonal für das neue Schulgebäude.
- (b) Beschluss betreffend die Beförderung eines Gemeindebeamten (geschlossene Sitzung).



Communal Council meeting of 29 July 2020

AGENDA

1. Information concerning Ms Nicole D'ANGELO's resignation as a Communal Councillor
2. Ms Victoria EL-KHOURY's oath of office as a Communal Councillor
3. Approval of the Communal Council's order of precedence
4. Nominations and resignations in the local consultative commissions
5. Adoption of the 2020 Convention for the Youth Centre
6. Approval of the quote for the construction of a building at no. 38, route d'Arlon
7. Attribution of ordinary grants to local associations
8. Decision on compensation for cancelled courses as a result of COVID-19 measures
9. Adaptation of compensation for evening class moderators
10. Approval of an agreement
11. Approval of several notarised documents
12. Adoption of a regulation on communal mobility grants
13. Approval of two agreements with the CGDIS (Grand-Ducal Fire and Rescue Corps)
14. Confirmation of several temporary transport measures
15. Any other business
16. Staff matters:
 - a) Creation of two cleaners' positions for the new school building
 - b) Decision concerning the promotion of a municipal official (closed meeting)

Present:

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP), 1st Alderman Nicolas Pundel (CSV), 2nd Alderman François Gleis (CSV).

Council members: Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El-Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Secretary: Christian Muller.



1. Information concerning Ms Nicole D'ANGELO's resignation as a Communal Councillor

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) opened the meeting with the announcement that Councillor Nicole d'Angelo (LSAP) had handed in her notice in June for health-related reasons. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) sincerely thanked Nicole d'Angelo (LSAP) for having diligently fulfilled her duties as a Councillor. He highlighted her dynamic attitude and pragmatism about political matters, as well as her open-mindedness. Nicole d'Angelo was always very realistic as to the implementation of policies that dearly mattered to her, i.e., social policies, equal opportunities, sports and associations. The Mayor wished Nicole d'Angelo a speedy recovery.

Councillors Betty Welter-Gaul (LSAP), Marc Fischer (DP) and Alderman François Gleis (CSV) also thanked her on behalf of their respective parties for her cooperation over many years. They underscored their respect for her.

2. Ms Victoria EL-KHOURY's (LSAP) oath of office as a Communal Councillor

Victoria El Khoury (LSAP) took her oath of office. She will replace Nicole d'Angelo at the Communal Council. Born in Lebanon, the new Councillor moved to Luxembourg in 2007. In 2011, she became a Luxembourgish citizen. A pharmacist with a PhD in molecular biology, Victoria El Khoury is a researcher at the Luxemburg Institute of Health, where she works in cancer research.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) stated that for many years, new Councillor Victoria El Khoury had consistently been involved in local politics. Proof of her commitment was evident in her nomination as a member of various commissions (Integration, Environment, Team Climate) and in her position as the President of the Equal Opportunities Commission.

In her opening speech, Victoria El Khoury (LSAP) said that she was looking forward to constructive future cooperation. On behalf of the Council, the Mayor, Councillors Marc Fischer (DP), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Betty Welter-Gaul (LSAP), Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) and Alderman François Gleis (CSV) warmly welcomed the new Communal Council member.



3.Approval of the Communal Council's order of precedence

Due to Councillor Nicole d'Angelo's resignation, the order of precedence of the Council members was changed, based on the date of their admission onto the Council. The new order of precedence is:

- François Gleis (sworn in on 19.01.1994)
- Gaston Greiveldinger (sworn in on 17.01.1996)
- Léandre Kandel (sworn in on 12.12.2005)
- Nicolas Pündel (sworn in on 12.12.2005)
- Jean-Marie Dürrer (sworn in on 12.12.2005)
- Betty Welter-Gaul (sworn in on 12.12.2005)
- Marc Fischer (sworn in on 27.02.2007)
- Laurent Glesener (sworn in on 29.09.2008)
- Martine Dieschburg-Nickels (sworn in on 17.11.2011)
- Jean-Claude Roob (sworn in on 15.11.2017)
- Claire Remmy (sworn in on 15.11.2017)
- Maryse Bestgen-Martin (sworn in on 5.2.2019)
- Victoria El Khoury (sworn in on 29.7.2020)

The order of precedence was unanimously adopted.

4.Nominations and resignations in the local consultative commissions

Mayor Gaston Greiveldinger informed the Communal Council of the resignation of Jean-Claude Olivier as a member of the Finance Commission and of the passing of Fernand Krier, member of the Urban Planning Commission.

The Mayor paid tribute to Fernand Krier for his numerous services in the interest of the Commune. He reminded the participants that Fernand Krier, an architect and town planner, had been in charge of the construction and planning of the Paul Barblé Cultural Centre that was inaugurated in 2000. On behalf of the Communal Council, the Mayor presented his condolences to Mr Krier's wife. Alderman François Gleis (CSV) and Communal Councillors Betty Welter-Gaul (LSAP) and Marc Fischer (DP) also expressed their gratitude and sadness.

The Communal Council assessed the candidacies proposed by the DP and, by means of a secret ballot, unanimously approved the nominations of Marc Fischer as a new member of the Finance Commission and of Yannick Huss as a new member of the Urban Planning Commission.



5. Adoption of the 2020 Convention for the Youth Centre

Strassen's Youth Centre, managed by the Red Cross and co-financed by the State and the Commune (50% each), will cost a total of 211,300 € in 2020. The Commune will be responsible for covering 104,100 € of this expense.

In his presentation of the Convention, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP), in charge of matters relating to youth, questioned whether the current model regulating youth clubs is still in line with teenagers' requirements and expectations. In his introduction, the Mayor stressed the fact that youth policies must consider all the young. He said he wanted to see a model capable of integrating all the young in Strassen and that takes into account their personal, educational and psychological realities. This ambitious strategy is required to reach all the Commune's teens.

EUROSTAT has revealed that there is a 26.1% unemployment rate among the under-25s in Luxembourg – a much higher rate than the EU average of 15.4 % in April 2020.

This sad truth mainly affects the young who do not have a diploma and who are thus marginalised from their peers and their social environment. The Mayor demanded the creation of new socio-pedagogical programmes aiming to fight dropping out of school and to create opportunities for the young who have failed at school. The new strategy aiming at all the categories of young citizens should focus on the transmission of a rich, varied cultural capital, teach them social skills and develop in them attitudes fostering their social integration.

The Mayor believes that it is important to correct the image some may have of teenagers, which has been negatively affected by the behaviour of a few. Moreover, those in charge of the Youth Club should adopt an innovative strategy and consider its transformation by means of a structural reorganisation.

Councillor Laurent Glesener (DP) shared the opinions of the Mayor and suggested that new concepts be developed so that new opportunities could be offered to both Luxembourgish and foreign youths.

Councillor Claire Remmy (Déi Gréng) proposed that the Youth Commission cooperate in these plans.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels underscored the importance of effective guidance for the young. She believed that the Youth Centre as it is currently organised is no longer the appropriate solution. The Councillor asked what the exact figures were in terms of the average age and gender of Youth Centre attendees. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that these numbers varied greatly depending on the proposed activities and that attendance was somewhat irregular. He specified that many Youth Club attendees were not residents of Strassen.

Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) defended a more decentralised structure. She added that neighbours of the Youth Centre were often disturbed by Youth Centre users.



The 2020 Convention on the management of the Strassen Youth Centre was unanimously adopted.

6. Approval of the quote for the construction of a building at no. 38, route d'Arlon Creation of affordable social housing

To introduce this matter, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that the housing situation is very difficult for low-income citizens, single parents, large families and young adults.

The LSAP-CSV majority has announced its commitment to resolve this problem. It has defined housing policies as a priority, as reflected in its decision to create 63 Commune-owned rental dwellings and lodgings for the young.

Under the "Housing" chapter, the Aldermen's programme for 2018-2023 established the following goals:

- "Building small housing units that are adapted to the expectations and needs of the young",
- "Creating collective dwellings with both private rooms and common rooms".

The project to be carried out on Commune-owned land located at no. 38, route d'Arlon is both the reflection of the implementation of the LSAP-CSV Aldermen's programme. It responds to the demands of the young residents of Strassen for affordable housing (cf. Study on Youth in Strassen).

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) reminded the Councillors that building "small housing units (...) adapted to needs (...)" calls into question the definition of adequate living surfaces, namely the minimum habitable surface required per dwelling.

The minimum surface for dwellings as set forth in the Regulation on Buildings has a significant impact on the socio-economic composition of the Commune's population.

The definition of minimum surfaces for a studio or/and an apartment means that housing policies favour relatively wealthy residents who can afford larger dwellings or less well-off, low-income populations who cannot pay for expensive apartments.

The prescribed minimum surface for apartments or studios is therefore a measure that excludes certain population groups.

The analysis of the regulations applying to Commune-owned buildings in the centre (data from October 2019) revealed that minimum surfaces range from 25 m² to 52 m². With its prescribed minimum surface of 30 m² for a studio (General Development Plan (PAG), 2020) finds itself at the lower end of the range, thus representing an advantageous position.



Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) expressed his sadness at the fact that many young adults are suffering greatly from the impact of the housing crisis. These citizens have to assess the pros and cons of substantial long-term debt, the monthly payment of high rent or living with their parents for longer.

A possible solution could be the creation of residential communities in which people share accommodation. Many Luxembourgish students have lived in shared accommodation in university towns abroad.

In other countries, and increasingly in Luxembourg too, it is common for people to live in residential communities, in which the main renter signs the rental contract for a dwelling and then sub-lets rooms to flatmates. The main renter takes on the financial responsibility for the dwelling and is responsible for finding people to share it with.

In Luxembourg, the creation of residential communities is sometimes complicated by administrative or legal obstacles. This means that people living in a given dwelling are considered as belonging to one and the same household and to one and the same group. Another difficulty in this context results from the General Development Plan (PAG), which only recognises three types of dwelling, namely single-family homes (1 dwelling), two-family homes (2 dwellings) and residential buildings (with a pre-defined number of dwellings).

A house built in an area reserved for single-family homes cannot house two or even three dwellings.

A first opportunity arose with the creation of so-called “integrated dwellings”, i.e. the establishment of an independent housing unit with a minimum 30 m² living surface integrated into a main dwelling. An integrated dwelling (with a surface that must be smaller than that of the main one) is rented out and does not affect the original co-ownership or two-family home status of the main dwelling.

The question here is the following: in a legal sense, can a shared flat be considered an independent dwelling and be located in a single-family home?

The legal opinion expressed in the Krieger Study could provide a response to that question: “Thus, in certain areas, if one must consider that every room rented within the framework of shared accommodation constitutes a housing unit, flat-sharing is not possible.”

On the other hand, administrative case law specifies that the status of a one-family house does not change if accommodation is shared. Such dwellings would retain their one-family home status, whatever number of occupants have established their residence there. The absence of family relations and the existence of several rental contracts would not change anything to that.

“As a result, the usage of a dwelling for shared accommodation purposes shall not change the status of one-family homes and does not imply the creation of new housing units.”

The Law of 20 December 2019 and the Regulation of the Grand-Duchy of Luxembourg of 20 December clearly define the following terms:



- “Dwelling” = a building or part of a building used for housing and that has minimum one living room, a kitchenette and a bathroom with a toilet,
- “Bedroom” = a furnished or unfurnished bedroom used for housing purposes in a building where the kitchen, living room and/or bathroom are located outside said bedroom and are shared,
- The dwellings and bedrooms rented out must fulfil safety, hygiene and security conditions, as well as fulfil decent housing standards (e.g. height of rooms, basic equipment, etc.),
- The bedroom must be minimum 9 m² per occupant, excluding the kitchenette and bathroom / toilet,
- No bedroom may be occupied by more than two legal adults, (Art. 3 of the Regulation of the Grand-Duchy of Luxembourg),
- The bedrooms and living spaces must have a window with a direct view outside,
- In the case of 5 occupants or more, the common rooms must include a living room of minimum 10 m²,
- Anyone renting bedrooms out to third parties must declare this fact to the Mayor before the rental period begins, indicating the maximum number of people that can be housed there,
- The Mayor is responsible for the inspection of the said dwellings and bedrooms to verify compliance with the prescribed criteria. If there are shortfalls in terms of sanitary or safety conditions, or if the inspector is not granted entry to the dwelling(s), access will be subject to the explicit authorisation of the President of the District Court,
- The Mayor may order that the landlord / landlady fulfil the prescribed conditions and demand the closure of lodgings that do not fulfil the legal criteria,
- The landlord / landlady must have a register of occupancy signed by the occupants.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) expressed his satisfaction at the fact that he could propose the new rental residential space for families and young adults to the residents of Strassen.

He specified some of the project’s details: a total of 6 dwellings, of which 8 will be furnished bedrooms and 4 standard apartments.

The furnished bedrooms would be given to young adults aged between 18 and 25/30 years. He explained that the



notion of “young adult” refers to notions of responsibility, autonomy and financial independence as well as to transition benchmarks such as graduation or the entrance onto the labour market.

The residential project for no. 38, route d’Arlon shall include:

1 underground parking lot (13 spaces): **509 m²**

1 ground floor reserved for a crèche for 17 children (8 + 9): **266 m²**

1st floor: 1 apartment with 4 furnished bedrooms (2 parking spaces)

1 apartment with 2 bedrooms (1 parking space)

2nd floor: 1 apartment with 4 furnished bedrooms (2 parking spaces)

1 apartment with 2 bedrooms (1 parking space)

3rd floor: 2 apartments with 3 bedrooms (2 parking spaces)

TOTAL: 6 dwellings: **850 m²**

The living surfaces per furnished bedroom shall be:

Furnished bedroom (private area): 17.65 m²

Private bathroom: 4.42 m²

Total surface of the private area: ± 22 m²

Common living room: 44.45 m²

WC: 2.65 m²

Common kitchen 9.27 m²

Common laundry room: 4.33 m²

Common terrace: 15.68 m²

Total surface of the common area: 72.33 m²

Estimate of the construction price (incl. taxes): 6,808,193 €

The Mayor explained that the Commune expects to benefit from a State grant covering 75% of the total price.

The quote for construction shall be the object of a vote before a Special Development Plan (PAP) is drafted for a plot of 10.5 ares. The plot in question has been classified as belonging to a New Development (“Nouveau Quartier”) zone and shall be defined as a MIX-U, with a housing density of 60 dwellings per hectare.



The Mayor said that he was convinced that the PAP for no. 38, route d'Arlon would be drafted at the beginning of 2021. He believed that the construction works would start at the beginning of 2022.

Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) warmly welcomed this project on behalf of her party.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) declared that she hoped that Luxembourg's reticent attitude towards shared accommodation would change. However, for safety reasons, she added that private bedrooms must have a lock and a peephole. Martine Dieschburg also recommended that a kitchen be integrated into the crèche in order to prevent catering services being required, because an increasing number of children have allergies and need specially-prepared food. The Councillor also highlighted the importance of a good internet connection for students.

Councillor Léandre Kandel (DP) asked if all the necessary conditions were in place to receive public grants. The College of Aldermen confirmed this was indeed the case.

Councillor Laurent Glesener (DP) also supported the project but expressed his concern at its high expense and said that more caution should be taken for large-scale projects. The Commune required funds for other plans.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) added that this project was still in the works and that many discussions and modifications were to be expected. At the present time, it would be important to launch the financial and budget plans. As it stood, the College of Aldermen fully supported the project.

Councillor Marc Fischer (DP) welcomed the plans for a dynamic flat-sharing model but wondered if in Strassen, it was the right time to incur such high expenses. It was necessary to know exactly what groups of people would be housed in the apartments and this matter would have to be discussed in detail.

As to the number of parking spaces required for the new residential building, Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) highlighted the fact that a certain number of spaces would have to be reserved for the residents.

The preliminary quote of 6,808,193 € (incl. taxes) was approved with the support of all the Councillors.

7. Attribution of ordinary grants to local associations

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) proposed that an extraordinary increase of 30% be added to the grants awarded to local associations for 2019/2020. COVID-19 had led to financial losses for the associations, and these could be partially compensated for by this increase. The measure would also require an amendment to the ordinary budget, which would go from 115,000 € to 146,000 €.



The Alderman for Finance, Nico Pundel (CSV), explained that several establishments had been able to keep up their work during the lockdown, but others had been forced to stop all activity.

Councillor Marc Fischer (DP) criticised the fact that the increased grant would be considered an ordinary grant and not an extraordinary one. He was also of the opinion that the financial losses of the various associations should be analysed in more depth before awarding the additional grants.

Councillor Laurent Glesener (DP) shared this viewpoint and said that some associations had not been able to work practically the entire year.

The allocation key and the increase of the ordinary budget were both approved by all the Councillors.

8. Decision on compensation for cancelled courses as a result of COVID-19

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said he supported the payment of expenses to persons in charge of adult courses organised by the Commune but that could not be held due to COVID-19.

Alderman Nico Pundel (CSV) explained that many courses had been held online as soon as the crisis hit, but this had not been possible for face-to-face classes.

Councillor Léandre Kandel (DP) wanted to know if the staff had not already received financial support because the State had awarded grants to teaching staff.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) responded that the staff in charge of these courses were service providers that were paid according to their invoices for the number of hours taught.

Councillor Marc Fischer (DP) wanted specific data on the number of hours initially planned compared to the number of hours actually given.

All those present approved the proposed compensation package.

9. Adaptation of compensation for evening class moderators

The Mayor suggested increasing the pay for evening class moderators charging 6.45 € per hour / index 100 (currently corresponding to 53.84 €) to 7.19 € per hour / index 100 (currently corresponding to 60.02 €).

The Alderman for Finance, Nico Pundel (CSV), explained that this amount had not been modified for a long time, unlike in other communes. He also mentioned the new evening class brochure, which is no longer printed on paper, but that can be consulted online under www.strassen.lu.



Councillors Laurent Fischer (DP) and Marc Glesener (DP) wanted to know what would happen in the case of the cancellation of upcoming courses due to COVID-19.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) responded that it would depend on the related developments. At the end of the day, people are responsible for their own destiny and being a freelancer entails certain risks.

The new compensation model was approved unanimously.

10. Approval of an agreement

The agreement concerned a plot located on 105-107, rue des Romains, where the construction of a new building is planned. The Commune wants a lateral passageway to be reserved on the site for the future construction of a cycling lane or a pedestrian passageway.

Councillor Laurent Glesener (DP) was directly concerned by this matter on the agenda so he left the meeting room before the ensuing discussing and vote.

The agreement was approved by all the Communal Council members present.

11. Approval of several notarised documents

Two notarised documents were presented to the Communal Council. Both documents had already been discussed at a previous Council meeting. They concerned the free transfer to the Commune of two plots located on rue du Plébiscite, Auf dem Piesch and Biedemt.

The notarised documents were unanimously approved.

12. Adoption of a regulation on communal mobility grants

The Alderman for Mobility, Nicolas Pundel (CSV), explained that the State had finally simplified the system to award grants for electric and hybrid vehicles, as well as electric bicycles and cycles of all kinds. To contribute to the promotion of e-mobility, the Commune of Strassen would award a grant totalling 25% of the State grant to its residents. Moreover, this grant was not subject to age restrictions.

Councillor Laurent Glesener (DP) wanted to check if there was a risk of this grant being awarded twice if Strassen residents moved to another commune.

Councillor Marc Fischer (DP) demanded that the validity period for the grants and the deadline for the submission of the invoices by the applicants be specified.

The Regulation on Municipal Grants for Mobility was unanimously approved.



13. Approval of two agreements with the CGDIS (Grand-Ducal Fire and Rescue Corps)

The two agreements in question regulate the takeover of the Fire and Rescue Centre (“Centre d’Incendie et de Secours”) and of the operations equipment belonging to the Roads Fire Service (“Service d’incendie routier”) by the CGDIS (Grand-Ducal Fire and Rescue Corps). The Commune of Strassen would receive an annual grant from the State to maintain the buildings and equipment. The duration of the agreement would be 5 years. It could be terminated at any time.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) asked if the fire service’s buildings could be moved if necessary.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) confirmed this was the case and added that the CGDIS was interested in keeping an operations centre west of the capital.

The agreements with the CGDIS were approved by the entire Communal Council.

14. Confirmation of several temporary transport measures

All the temporary traffic measures taken by the municipal authorities would be confirmed later by all the members of the Communal Council.

15. Any other business

Councillor Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) believed that more bicycles would be circulating on communal territory, requiring a better adaptation of public roads to cycling.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) agreed with her and assured her that the necessary measures would be taken in the near future.

Councillor Bestgen-Martin (Déi Gréng) asked for information on the mobile speed cameras that are currently on communal roads.

According to the Alderman for Mobility, Nico Pundel (CSV), these cameras were excellent instruments to measure traffic statistics. Not only do they record the speed of the vehicles, but also their type (bicycle, car or lorry). He expressed his satisfaction at the fact that most road users respect the legal speed limits. These measures would remain in place.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) complained that noise pollution resulting from motorway traffic had once again reached unacceptable levels following the lockdown. This had also impacted traffic-related air pollution. She asked the College of Aldermen to insist on a resolution on this matter by contacting the Ministry of Transport again. She demanded a lower speed limit on the motorway section that crosses the Commune of Strassen.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) responded that this was a well-known problem. According to the statistics on noise pollution, the noise levels and pollution along the



motorway are in the red. A motion addressed to the Ministry would therefore be drafted and submitted to the Communal Council's vote.

Councillor Laurent Glesener (DP) reminded the participants that the several governments in succession had promised to implement measures to reduce traffic in the Strassen region.

Councillor Laurent Glesener (DP) proposed allowing residents to pick fruit off Commune-owned trees.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) did not see why not, but demanded that the trees not be damaged in the process.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) complained that the terraces belonging to certain cafés in Strassen were taking increasing amounts of room on the pavements, making it difficult for pedestrians to pass.

Another issue raised by the Councillor concerned the project for a new Commune logo. Indeed, according to Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP), a logo had been designed and would soon be presented to the members of the Communal Council at a Large-scale Projects Commission meeting.

Councillor Fischer was of the opinion that this project should not be a priority in these times of crisis.

Councillor Marc Fischer (DP) requested details on the future concession contract between the Commune and a brewery.

Mayor Greiveldinger explained that the current contract with the Simon brewery was coming to its term and that in the future, local associations would be able to freely choose their suppliers.

Councillor Marc Fischer (DP) also asked what the status quo was regarding the karate facility, whose operational costs were covered solely by the Commune due to the absence of an agreement with the State. He said it was not acceptable that the State should not fulfil its obligations.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) responded that nothing stood in the way of a future signature of this agreement.

16. Staff matters:

- a) Creation of two cleaners' positions for the new school building
- b) Decision concerning the promotion of a municipal official (closed meeting).